

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2008



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Sénégal / Secrétariat du Comité

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE
GLOBALE DU SENEGAL POUR L'ANNEE 2008**

DECEMBRE 2009

INTRODUCTION

L'activité économique mondiale a connu une décélération en 2008, du fait principalement de tensions persistantes sur les marchés des matières premières au cours des trois premiers trimestres, suivies au dernier trimestre de l'aggravation de la crise financière internationale. Ainsi, le taux de croissance s'est inscrit en repli en 2008, ressortant à 3,1% en termes réels contre 5,1% en 2007.

Au niveau des pays industrialisés, un ralentissement du rythme de croissance économique a été enregistré durant l'année 2008, traduisant une baisse de la demande, les ménages et les entreprises ayant différé leurs dépenses. Ainsi, aux Etats-Unis, le Produit Intérieur Brut (PIB) n'a progressé que de 1,1% en 2008 contre 2,0% l'année précédente, malgré le dynamisme des exportations entretenu par la dépréciation du dollar. Au Royaume-Uni, le taux de croissance s'est établi à 0,7% en 2008 contre 2,6% en 2007, en liaison avec la crise du secteur immobilier et les pertes historiques consécutives à la crise bancaire. Au Japon, la croissance économique s'est contractée de 0,7% en 2008 contre une progression de 2,3% en 2007. Cette contre-performance reflète la morosité de l'activité dans le secteur industriel, principal pilier de l'économie nipponne.

Concernant les pays asiatiques hors Japon, l'activité économique est ressortie à 7,6% en 2008 après 10,6% en 2007. Le produit intérieur brut de la Chine et de l'Inde ont enregistré une croissance en termes réels respectivement de 9,0% et 7,3% en 2008 contre 13,0% et 9,4% en 2007. Cette évolution est attribuable à la baisse des investissements directs étrangers et au durcissement des conditions de financement extérieur.

En Amérique latine, le taux de croissance du PIB s'est situé à 4,2% en 2008, contre 5,7% un an plus tôt, en relation avec la mise en place d'un cadre incitatif qui a favorisé l'afflux des investissements directs et stimulé les exportations.

En Afrique, la croissance économique en termes réels est ressortie à 5,2% en 2008, contre 6,2% en 2007, suite essentiellement au repli des exportations de produits de base dont les cours ont fléchi au dernier trimestre 2008.

Les pays de l'UEMOA, en particulier, ont enregistré une progression du produit intérieur brut de 3,8% en 2008 contre 3,1% en 2007. Ce niveau de croissance est lié à la bonne tenue de l'agriculture vivrière dans la quasi-totalité de la zone, notamment dans les pays sahéliens, au dynamisme de l'activité des services, plus particulièrement les télécommunications et à la vigueur du secteur du bâtiment et des travaux publics, en rapport avec l'exécution de projets d'infrastructure de base.

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation, a enregistré une forte hausse en 2008, se situant à 7,4% en moyenne annuelle contre 2,4% en 2007. Cette évolution du niveau général des prix à la consommation est due à la flambée des prix des produits alimentaires, notamment des céréales locales et des produits alimentaires importés, ainsi qu'aux fortes tensions sur les cours du pétrole brut.

Sur le marché des changes, la crise financière a accentué les craintes de récession aux Etats-Unis entretenues par les contre-performances des grandes firmes américaines confrontées à une crise de liquidité. Dans ce contexte, l'euro s'est apprécié de 7,3%, pour s'établir à 1,4708 dollar en 2008 contre 1,3705 l'année précédente.

Au plan sous-régional, l'évolution des cours moyens des principales monnaies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport au franc CFA a été contrastée en 2008. En effet, le dalasi gambien et le cedi ghanéen se sont raffermis respectivement de 1,97% et 73,7%, tandis que le naïra nigérian et le franc guinéen se sont, pour leur part, repliés respectivement de 0,96% et 17,8%.

Sur les marchés financiers, l'année 2008 a été difficile, suite à des facteurs défavorables portant sur la gouvernance des grandes banques européennes, la crise des sub-primes et la mauvaise orientation de l'économie mondiale. Aux Etats-Unis, le NASDAQ composite, indice des valeurs des nouvelles technologies, a baissé de 40,5%, le Dow Jones s'est également replié de 33,8%. Au Royaume-Uni, l'indice FOOTSI 100 s'est contracté de 31,3%. Dans la zone euro, le CAC 40 à Paris et le DAX à Francfort ont reculé respectivement de 40,4% et 42,7%. De même, l'indice NIKKEI au Japon s'est replié de 42,1%.

Les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont connu une évolution favorable en 2008.

La forte dépréciation du dollar vis-à-vis des autres devises a profité au cours mondial de l'or, dont le rôle de valeur refuge s'est renforcé. Le cours moyen annuel de l'once d'or s'est ainsi accru de 25,2%, s'établissant à 871,86 dollars en 2008.

Les cours du café se sont également raffermis, enregistrant une progression de 21,8%, en liaison avec le repli de l'offre mondiale consécutif à la baisse des exportations du Brésil et du Vietnam.

Le prix de la livre de cacao s'est inscrit en hausse de 32,2% par rapport à son niveau de l'année 2007. Cette hausse est attribuable aux perturbations enregistrées dans la filière cacao en Côte d'Ivoire qui ont accru les craintes d'une baisse de l'offre mondiale.

Les cours du coton ont progressé de 12,1%, sous l'effet de la perspective d'une baisse de la production aux Etats-Unis, au Brésil et en Turquie.

Parallèlement, les cours des huiles de palme et de palmiste se sont appréciés respectivement de 21,6% et de 26,4%, en raison de l'insuffisance persistante de l'offre mondiale.

Au Sénégal, la croissance économique est ressortie à 2,3% en 2008 contre 4,9% en 2007, suite au repli de l'activité des secteurs secondaire et tertiaire, dans un contexte marqué par la reprise de la production dans le secteur primaire.

Les tensions inflationnistes sont toutefois apparues relativement fortes et le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'Indice Harmonisé des prix à la Consommation, est ressorti à 5,8% en 2008, contre 5,9% en 2007.

Au niveau des finances publiques, malgré la bonne tenue des recettes, le solde budgétaire a enregistré un important déficit alimenté par la hausse des transferts et subventions destinés à atténuer l'incidence sur le pouvoir d'achat des ménages de la hausse des prix des produits alimentaires et des hydrocarbures. Ainsi, le déficit global des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est situé à 412,8 milliards ou 6,9% du PIB en 2008, contre 318 milliards en 2007 ou 5,9% du PIB.

Dans ce contexte, le déficit extérieur courant s'est sensiblement dégradé, passant de 628,8 milliards en 2007 à 843,7 milliards en 2008. Cette évolution est liée, principalement, à la détérioration du solde de la balance commerciale et des services. Rapporté au PIB, le solde de la balance des paiements courants s'est établi à -14,2% en 2008, contre -11,6% en 2007.

Ce déficit a été financé par l'important excédent enregistré par le compte de capital et d'opérations financières, soit 839,5 milliards en 2008 contre 694,0 milliards en 2007, dont 107,2 milliards pour le compte de capital et 732,3 milliards pour le compte d'opérations financières.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, ajusté des erreurs et omissions nettes, a permis de couvrir le déficit courant et d'améliorer les avoirs de réserve (au sens strict) à hauteur de 26,7 milliards en 2008, contre 73,7 milliards en 2007. Evalué suivant l'optique des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires traditionnellement utilisée par la BCEAO, le solde global de la balance des paiements affiche un déficit de 88,4 milliards en 2008 contre un excédent de 70,8 milliards en 2007. Ce déficit s'est traduit par une détérioration des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts et autres institutions monétaires de 97,7 milliards, tandis que la position extérieure de la Banque Centrale s'est améliorée de 9,3 milliards.

I - EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les transactions courantes regroupent les biens, services et revenus ainsi que les transferts courants sans contrepartie. L'évolution des principaux soldes composant la balance des paiements courants est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau I.1. Evolution de la balance des paiements courants
(en millions de FCFA)

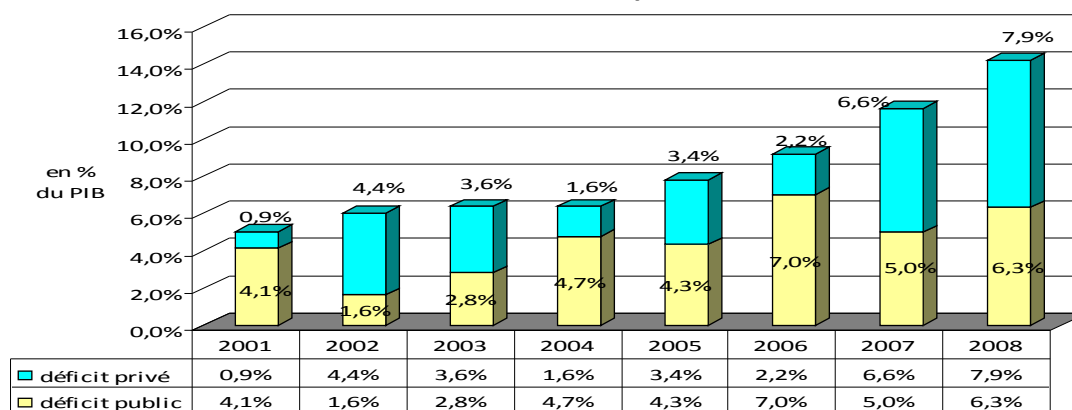
Postes	2004	2005	2006	2007	2008
Biens	-521.083	-691.305	-836.466	-1.193.338	-1.522.533
<i>Dont Marchandises</i>	-523.263	-698.072	-846.997	-1.202.114	-1.531.919
Services nets	-14.789	-16.278	-18.501	-18.072	-54.076
Revenus nets	-69.044	-47.237	-33.171	-35.388	-21.448
Transferts courants nets	333.878	397.584	437.466	618.022	754.355
Balance des paiements courants (BPC)	-271.038	-357.236	-450.672	-628.776	-843.702
Produit intérieur brut (PIB)(*)	4.242.837	4.582.285	4.893.188	5.407.544	5.933.519
BPC / PIB (%)	-6,4	-7,8	-9,2	-11,6	-14,2

(*) Source : DPEE/MEF

Le déficit du solde des paiements courants s'est dégradé de 214,9 milliards pour s'établir à 843,7 milliards en 2008 contre 628,8 milliards en 2007. Cette détérioration du solde courant est attribuable essentiellement à l'accentuation du déficit commercial (-329,2 milliards) et des services nets (-36,0 milliards), atténuée par la hausse de l'excédent des transferts courants (+135,6 milliards) ainsi que le repli du déficit des revenus nets (+13,9 milliards). Rapporté au PIB, le déficit courant s'est sensiblement alourdi, s'établissant à 14,2% en 2008 contre 11,6% en 2007.

La décomposition du déficit courant entre les secteurs public et privé (voir graphique ci-dessous) indique que le déséquilibre privé s'est maintenu à un niveau élevé en 2008 (7,9% contre 6,3% pour le secteur public). Cette tendance résulte des chocs importants sur les prix subis par l'économie sénégalaise depuis la seconde moitié de l'année 2007 et pendant les trois premiers trimestres de 2008.

Graphique 1 : Répartition du déficit courant extérieur entre les secteurs public et privé



Sources : BCEAO - DPEE

I - 1 – EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Le solde du compte « biens »¹, intégrant les ajustements de couverture, de valeur et de chronologie des échanges sur marchandises ainsi que l'incidence des mouvements d'entrepôts, s'est détérioré de 329,2 milliards, passant de - 1.193,3 milliards en 2007 à -1.522,5 milliards en 2008. Cette dégradation sensible de la balance commerciale est due à une hausse soutenue des importations de biens (+514,9 milliards), insuffisamment compensée par la progression des exportations (+185,7 milliards).

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est sensiblement détérioré, passant de 40,2% en 2007 à 39,3% en 2008 alors que le déficit commercial a progressé de 22,3% du PIB à 27,5% du PIB sur la même période.

Tableau I.2. Evolution de la balance commerciale
(en milliards de FCFA)

ANNEES	EXPORTATIONS DE BIENS	IMPORTATIONS DE BIENS	SOLDE COMMERCIAL	TAUX DE COUVERTURE EN %
2002	743,4	1.117,9	-374,6	66,5
2003	730,6	1.200,5	-469,9	60,9
2004	797,4	1.318,5	-521,1	60,5
2005	832,4	1523,7	-691,3	54,6
2006	833,5	1.669,9	-836,5	49,9
2007	802,2	1.995,5	-1.193,3	40,2
2008	987,9	2.510,4	-1.522,5	39,3

1-1-1 Exportations de biens

Les exportations globales (commerce général FOB ajusté) sont ressorties en hausse de 185,7 milliards par rapport à leur niveau de 2007, s'établissant à 987,9 milliards en 2008, contre 802,2 milliards l'année précédente.

Tableau I.3. Exportations de biens par rubriques

(en millions de FCFA)	2004	2005	2006	2007	2008
Marchandises générales	786.176	818.999	817.085	785.410	969.480
Biens exportés pour transformation					
Réparations de biens	90	110	11	4	-
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	11.145	13.332	16.374	16.797	18.382
Or non monétaire					
Total des exportations de biens	797.411	832.441	833.471	802.211	987.862

Sources : BCEAO/ANSD

¹Les données analysées prennent en compte les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA. La troisième session de ces travaux, tenue à Dakar au cours du mois d'octobre 2009, a permis de réduire significativement les asymétries notées dans les statistiques des pays de l'UEMOA et d'intégrer dans les statistiques officielles une estimation des échanges non contrôlés.

Tableau I.4. Evolution des exportations de marchandises par principaux produits
(en millions de FCFA)

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008
Sel marin	6.690	5.011	7.994	8.267	7.744
Produits pétroliers	115.200	162.767	220.146	142.532	309.242
Produits arachidières	17.400	20.800	31.961	39.290	9.110
Phosphates	7.894	755	719	714	3.672
Coton	15.301	11.229	12.768	13.647	10.312
Produits de la pêche (poissons, conserves)	163.300	166.437	145.559	150.405	91.752
Ciment	14.692	27.057	41.271	43.538	55.043
Acide phosphorique	80.664	85.287	40.327	46.959	106.905
Engrais	36.453	18.597	5.246	12.513	18.941
Articles manufacturés	65.351	66.115	69.504	65.163	104.463
dont produits textiles et chaussures	7.558	8.022	9.032	7.670	9.387
Autres produits d'exportation	196.284	256.194	217.835	234.115	209.553
dont biens d'équipement	33.021	101.246	51.993	45.576	48.203
Total (Commerce Général FOB non ajusté)	719.091	820.249	793.330	757.143	926.737
Ajustements de valeur	238	4.377	-588	2.712	45.176
Ajustements de champ couvert	66.325	11	27.175	13.954	15.575
Ajustements de chronologie	522	-5.638	-2.832	11.601	-18.007
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	786.176	818.999	817.085	785.410	969.481

Source : ANSD

Tableau I.5. Evolution des exportations de marchandises ajustées

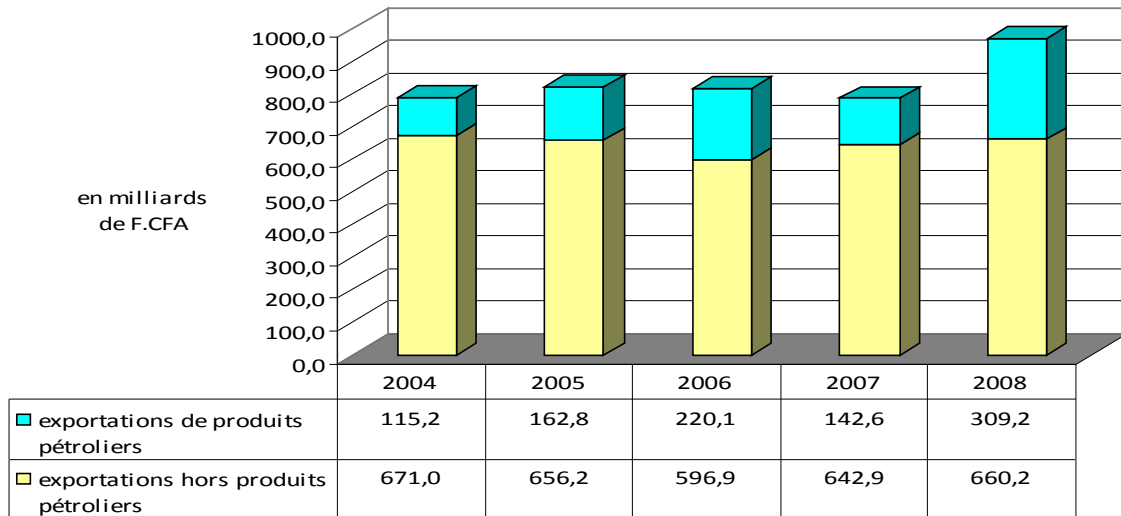
Volume en milliers de tonnes, Prix en FCFA/kg, Valeur en millions de FCFA

PRODUITS	2 004		2 005		2 006		2 007		2 008	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Sel marin	6 690,0	0,9	5 071,0	0,6	7 705,0	1,0	8 198,6	1,0	9 861,8	1,0
Volume	149,0		114,5		171,7		173,7		203,7	
Prix	44,9		44,3		44,9		47,2		48,4	
Produits pétroliers	115 200,0	14,7	162 767,0	14,9	220 146,0	26,9	142 559,4	18,2	309 242,1	31,9
Volume	638,5		748,2		743,9		448,3		746,3	
Prix	180,4		217,6		296,0		318,0		414,4	
Produits Arachidières	17 319,0	2,2	20 700,0	2,5	29 022,0	3,5	38 489,0	4,9	9 110,9	0,9
Huile brute	13 670,0		19 600,0		25 123		32 353		7 889,4	
Volume	22,5		35,4		51,8		68,7		12,3	
Prix	608,2		553,1		484,7		470,9		643,7	
Tourteaux	3 649,0		1 100,0		3 607,0		6 136,0		1 055,8	
Volume	25,8		12,8		46,3		63,8		7,5	
Prix	141,2		89,4		78,0		96,2		140,4	
Phosphates	7 894,0	1,0	3 378,0	0,4	4 798,0	0,6	4 957,7	0,6	7 153,6	0,7
Volume	197,9		174,4		177,9		181,6		288,9	
Prix	39,9		19,4		27,0		27,3		24,8	
Coton	13 577,5	1,7	12 077,5	1,5	12 041,0	0,6	13 647	1,7	10 311,9	1,1
Volume	16,5		18,2		18,3		21,4		14,0	
Prix	820,9		663,6		659,1		637,7		735,4	
Ciment	14 692,6	1,9	25 258,2	3,1	37 829,0	4,6	43 538	5,5	46 007,7	4,7
Volume	348,5		572,7		801,9		849,2		800,6	
Prix	42,2		44,1		47,2		51,3		57,5	
Produits Pêche	167 500,4	21,3	154 574,0	18,9	150 268,7	18,4	152 770,8	19,5	136 928,3	14,1
Poissons frais	39 955,1		22 173,3		18 704,9		19 160,4		17 711,4	
Volume	8,2		9,0		6,9		7,0		6,3	
Prix	4 882,1		2 463,7		2 710,1		2 737,2		2 805,1	
Poissons Congelés	110 706,3		120 897,0		123 005,4		124 714,8		111 510,1	
Volume	71,2		63,0		58,6		58,8		56,3	
Prix	1 555,3		1 919,0		2 100,0		2 121,0		1 980,6	
Conserves	12 617,3		7 082,4		5 158,4		5 409,8		3 809,7	
Volume	7,8		8,0		5,3		5,5		3,2	
Prix	1 622,6		885,3		973,8		983,6		1 193,4	
Produits transformés	4 221,7		4 589,4		3 400,0		3 487,8		3 897,1	
Volume	5,3		3,2		3,2		3,3		3,4	
Prix	792,4		1 434,2		1 046,5		1 056,9		1 146,2	
Produits des ICS	102 482,0	13,0	94 947,0	11,6	37 776,0	4,6	59 387,0	7,6	115 482,0	11,9
Acide phosphorique	80 664,0	10,3	85 287,0	10,4	36 128,0	4,4	46 959,0	6,0	106 994,0	11,0
Volume	486,9		453,4		183,7		219,6		183,2	
Prix	165,7		188,1		196,7		213,8		584,1	
Engrais solide	21 818,0	2,8	9 660,0	1,2	1 648,0	0,2	12 428,0	1,6	8 488,0	0,9
Volume	152,9		71,8		13,5		98,1		102,4	
Prix	142,7		134,5		121,8		126,7		82,9	
Autres	340 820,5	43,4	340 226,3	46,5	317 499,3	38,9	321 362,5	41,0	325 382,7	33,6
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	786 176,0	100,0	818 999,0	100,0	817 085,0	100,0	785 410,0	100,0	969 481,0	100,0

Sources : BCEAO - ANSD

L'évolution des exportations de marchandises (commerce général ajusté) est marquée en 2008 par une forte hausse des ventes à l'extérieur de produits pétroliers.

Graphique 2 : Evolution des exportations (2004-2008)



Sources : BCEAO - ANSD

Les ventes de produits chimiques des ICS ont progressé de 59,4 milliards en 2007 à 115,5 milliards en 2008. Cette bonne performance est exclusivement liée aux exportations d'acide phosphorique tirées par une orientation favorable des cours (+173,2%), les quantités vendues s'étant plutôt inscrites en baisse. Le repli des volumes écoulés est essentiellement dû au retard enregistré dans la recapitalisation de la société qui n'est intervenue qu'au cours du second trimestre de l'année 2008 et aux travaux de réparation de l'outil de production. Les exportations d'engrais ont, pour leur part, été pénalisées par une baisse des cours de cession (-34,6%) alors que les volumes expédiés progressent de 4,4%.

Les exportations de sel marin ont augmenté de 20,3%, atteignant 9,9 milliards en 2008, contre 8,2 milliards l'année précédente, suite à une hausse combinée des quantités expédiées et des cours de cession de 17,3% et 2,5% respectivement.

Les exportations de phosphates ont progressé de 44,3%. Elles se sont établies à 7,2 milliards en 2008, contre 5,0 milliards en 2007. Cette évolution est essentiellement due à l'accroissement des quantités vendues (+59,1%), les prix de cession s'étant en revanche repliés de 9,2%.

Les exportations de ciment sont évaluées à 46,0 milliards en 2008 contre 43,5 milliards en 2007, soit une hausse de 5,7%, due à l'accroissement des cours de cession (12,1%). Les volumes vendus se sont, pour leur part, repliés de 5,7%.

Les ventes extérieures de produits non traditionnels se sont, également, redressées de 1,3% en 2008. Les produits non traditionnels sont constitués de produits alimentaires (bétail et viande, produits laitiers, céréales, graisses et huiles alimentaires, produits transformés et déchets

alimentaires) pour 40,6 milliards, de boissons et tabacs pour une valeur de 37,9 milliards, d'extractions minières (6,7 milliards), de produits chimiques (25,3 milliards) et pharmaceutiques (33,1 milliards). Ils comprennent en outre des produits issus de l'artisanat et des manufactures comme les cuirs et peaux (3,5 milliards), le bois et le papier (12,0 milliards), les produits d'habillement (9,4 milliards), les ouvrages en fer, verre ou terre (79,6 milliards) ainsi que des biens d'équipement (48,2 milliards). Ces divers produits représentent 34,8% des ventes extérieures en 2008 contre 41,0% en 2007.

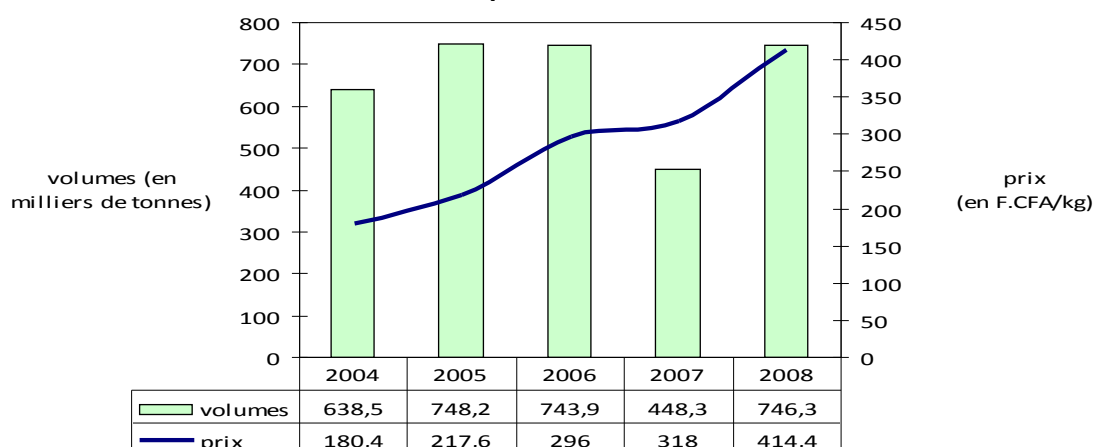
Les ventes extérieures de produits arachidières (hors livraison de graines) ont baissé de 73,6%, s'établissant à 9,1 milliards en 2008 contre 38,5 milliards en 2007, suite au repli des quantités exportées d'huile brute et de tourteaux. La baisse des volumes exportés de produits arachidières résulte des contre-performances notées pendant la campagne 2007-2008. En revanche, les cours de cession ont enregistré une évolution favorable, augmentant de 36,7% pour l'huile brute et de 45,9% pour les tourteaux.

Les ventes de coton sont ressorties en baisse de 24,4%, en s'établissant à 10,3 milliards contre 13,6 milliards en 2007. Cette contre-performance est liée exclusivement aux quantités vendues (-34,6%), les cours s'étant inscrits en hausse de 15,3%.

Les exportations de produits halieutiques ont accusé une contraction de 10,4%, consécutive principalement à une diminution des ventes extérieures de poisson congelé qui passent de 124,7 milliards en 2007 à 111,5 milliards en 2008.

Pour leur part, les recettes issues des exportations de produits pétroliers ont enregistré une importante progression, s'établissant à 309,2 milliards en 2008 contre 142,6 milliards. Cette évolution résulte d'une hausse combinée des quantités exportées (+66,5%) et des prix de cession (+30,2%).

Graphique 3 : Evolution des expéditions et des prix de cession des produits pétroliers



Sources : BCEAO/ANSD

La forte hausse des volumes exportés est essentiellement liée à la reprise à plein régime des activités de raffinage de la SAR, ce qui a permis de satisfaire près de 68% des besoins intérieurs (estimés aux environs de 1.600.000 tonnes). Cette bonne performance de la société de raffinage a facilité le retour de la fourniture de produits finis aux partenaires extérieurs aux niveaux observés au cours des années 2005 et 2006.

LES PRINCIPAUX PAYS CLIENTS DU SENEGAL

Le continent africain (50,6%), en particulier les pays de la CEDEAO (42,9%), constitue la principale destination des exportations sénégalaises. Le marché européen, principalement l'Union Européenne, occupe la troisième place avec 15,8% des ventes extérieures du Sénégal, au même niveau que le continent asiatique. La forte progression des exportations à destination de l'Asie reflète la bonne tenue des ventes d'acide phosphorique sur le marché indien. Les autres clients et le continent américain représentent respectivement 16,7% et 1,2% des exportations en 2008 contre 5,9% et 1,7% en 2007.

Par pays, le Mali (23,3%), l'Inde (13,1%) et, dans une moindre mesure, la France (6,1%), la Gambie (4,3%), la République de Guinée (3,9%), la Mauritanie (3,3%), Guinée Bissau (2,9%) et la Côte d'Ivoire (2,7%) sont les principaux clients du Sénégal. Ces pays ont absorbé 59,6% des ventes extérieures du Sénégal en 2008 contre 63,3% en 2007.

S'agissant en particulier de la destination UEMOA, sa part dans les exportations totales du Sénégal s'est inscrite en retrait, ressortant à 32,7% en 2008 contre 37,8% en 2007.

Le Mali, la Guinée-Bissau et la Côte d'Ivoire sont les principaux clients du Sénégal dans l'Union. Ces pays ont acquis au total 88,8% des exportations sénégalaises dans la zone en 2008 contre 87,5% en 2007. Les exportations vers le Mali, évaluées en 2008 à 226,0 milliards, ont augmenté de 21,2%. De même, les ventes au Togo ont progressé de 20,2%, ressortant à 12,5 milliards en 2008 contre 10,4 milliards l'année précédente. En revanche, les ventes en Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire ont régressé respectivement de 27,4% et 19,4%. Elles sont ressorties en 2008 à 29,4 milliards pour la Guinée-Bissau et 26,2 milliards pour la Côte d'Ivoire contre respectivement 40,5 milliards et 32,5 milliards en 2007.

Tableau I.7. Orientation géographique des exportations
(en millions de FCFA)

	2005		2006		2007		2008	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	820.249	100	817.085	100	785.410	100,0	969.480	100
Union Européenne	201.781	24,6	196.100	24,0	197.981	25,2	149.249	15,4
- dont France	78.744	9,6	105.671	12,9	80.377	10,2	59.424	6,1
Etats-Unis	9.843	1,2	4.085	0,5	4.712	0,6	3.848	0,4
Japon	5.742	0,7	7.354	0,9	6.283	0,8	3.268	0,3
Inde	111.554	13,6	44.123	5,4	55.764	7,1	126.740	13,1
Chine	7.590	0,9	4.903	0,6	2.256	0,3	1.862	0,2
Thaïlande	1.640	0,2	817	0,1	785	0,1	775	0,1
CEDEAO	287.087	35,0	318.663	39,0	368.824	47,0	414.720	42,8
UEMOA	210.804	25,7	248.200	30,4	296.566	37,8	317.033	32,7
Bénin	8.202	1,0	6.209	0,8	7.112	0,9	12.711	1,3
Burkina faso	9.023	1,1	11.965	1,5	12.075	1,5	5.507	0,6
Côte d'Ivoire	18.866	2,3	22.179	2,7	32.547	4,1	26.239	2,7
Guinée-Bissau	20.506	2,5	33.677	4,1	40.507	5,2	29.421	3,0
Mali	143.544	17,5	161.023	19,7	186.428	23,7	225.994	23,3
Niger	3.281	0,4	3.214	0,4	7.504	0,9	4.701	0,5
Togo	8.202	1,0	9.898	1,2	10.393	1,3	12.460	1,3
AUTRES Etats CEDEAO	76.283	9,3	70.463	8,6	72.258	9,2	97.687	10,1
Dont Nigeria	820	0,1	3.268	0,4	6.283	0,8	8.311	0,9
Gambie	39.372	4,8	45.757	5,6	41.627	5,3	42.089	4,3
R. Guinée	23.787	2,9	23.695	2,9	22.777	2,9	38.103	3,9
Mauritanie	21.326	2,6	22.878	2,8	37.700	4,8	31.962	3,3
Autres clients	131.345	22,2	217.345	26,6	111.105	14,1	235.920	24,5
Continent américain	12.304	1,5	8.171	1,0	13.352	1,7	11.228	1,2
Continent asiatique	138.622	16,9	79.257	9,7	81.683	10,4	153.015	15,8
Continent africain	364.191	44,4	384.847	47,1	406.057	51,7	490.323	50,6
Continent européen	204.242	24,9	223.064	27,3	237.979	30,3	153.193	15,8
Autres	100.891	12,3	120.929	14,8	46.339	5,9	161.721	16,7

Sources : BCEAO/ANSD

1-1-2 Importations de biens

Les importations totales de biens (commerce général FOB ajusté) ont augmenté de 25,5% en 2008, s'établissant à 2.510,4 milliards contre 1.995,5 milliards un an plus tôt. Cette hausse sensible est imputable à toutes les catégories d'importation.

Tableau I.8. Importations de biens par rubriques

(en millions de FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008
Marchandises générales	1.309.439	1.517.071	1.664.083	1.987.524	2.501.399
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	4.170	2.293	577	4.804	4.771
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	4.885	4.382	5.277	3.221	4.225
Total des importations de biens	1.318.494	1.523.746	1.669.937	1.995.549	2.510.395

Sources : BCEAO / ANSD

Tableau I.9. Evolution des importations de marchandises générales

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008
Produits alimentaires	352.355	441.664	355.967	461.782	608.516
Boissons, tabacs	24.719	28.157	31.894	39.986	44.506
Produits énergétiques	275.357	421.233	496.200	620.219	805.925
Graisses et huiles	58.429	58.507	62.046	76.910	99.519
Biens d'équipement	320.725	405.926	472.876	453.813	589.118
<i>dont matériel de transport</i>	<i>84.128</i>	<i>147.534</i>	<i>136.834</i>	<i>137.393</i>	<i>179.122</i>
<i>machines et appareils</i>	<i>195.130</i>	<i>223.790</i>	<i>302.358</i>	<i>298.895</i>	<i>409.995</i>
Autres biens de consommation	459.250	446.193	470.969	619.650	710.420
<i>dont produits pharmaceutiques</i>	<i>71.179</i>	<i>65.166</i>	<i>71.123</i>	<i>90.706</i>	<i>89.461</i>
<i>articles manufacturés</i>	<i>95.468</i>	<i>99.762</i>	<i>102.809</i>	<i>109.871</i>	<i>150.924</i>
Produits non classé ailleurs	26.272	48.137	27.802	56.164	50.915
Total (Commerce Général CAF non ajusté)	1.517.107	1.849.817	1.917.754	2.328.524	2.908.919
Ajust. de valeur	-6.760	-14.021	-10.481	-15.481	54.816
Ajust. de chronologie	-30.789	-30.000	-47.618	-66.419	-144.735
Ajust. de champ couvert	8.441	-81.951	31.348	17.502	23.496
IMPORTATIONS TOTALES CAF	1.487.999	1.723.944	1.891.003	2.264.126	2.842.496

Source : ANSD/MEF

Tableau I.10. Evolution des importations de marchandises ajustées
(en milliards de FCFA)

PRODUITS	2004		2005		2006		2007		2008	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Produits alimentaires	326,9	22,0	340,2	19,8	348,0	18,4	473,6	20,9	686,3	24,2
. Riz	128,3	8,6	132,9	7,7	122,5	6,5	131,3	5,8	288,0	10,1
. Blé	41,5	2,8	35,9	2,1	41,1	2,2	57,9	2,6	61,9	2,2
. Sucre	4,3	0,3	15,4	0,9	22,2	1,2	23,1	1,0	14,0	0,5
. Lait	36,7	2,5	46,2	2,7	48,5	2,9	54,7	2,4	65,4	2,3
. Autres	116,2	7,8	109,8	6,4	113,7	5,7	206,6	9,1	257,0	9,0
Produits pétroliers	278,5	18,7	431,6	25,0	460,8	24,4	553,8	24,5	661,2	23,3
. Pétrole brut	178,2	12,0	218,1	12,6	55,0	2,9	230,6	10,2	338,0	11,9
. Produits raffinés	100,2	6,1	213,5	12,4	405,8	21,5	323,2	14,3	323,2	11,4
Biens intermédiaires*	408,1	27,4	414,1	24,0	426,2	22,5	515,5	22,8	561,5	19,8
Biens d'équipement	311,8	21,0	378,9	22,0	472,9	25,0	453,8	20,0	589,1	20,7
. Matériels de transport	79,3	5,3	83,1	4,8	120,4	6,4	109,0	4,8	160,7	5,7
. Machines et Moteurs	191,1	12,8	261,2	15,2	302,4	16,0	299,0	13,2	305,4	10,7
. Autres	41,4	2,8	34,6	2,0	50,1	2,6	45,8	2,0	123,0	4,3
Autres Biens**	162,7	10,9	159,1	9,2	183,0	9,7	267,4	11,8	344,4	12,1
Total (Commerce Général CAF ajusté)	1.488,0	100,0	1.723,9	100,0	1.891,0	100,0	2.264,1	100,0	2.842,5	100,0
Commerce Général FOB	1.309,4		1.517,1		1.664,1		1.987,5		2.501,4	

*matières premières animales et végétales y compris huiles et graisses, matières premières minérales, autres demi-produits

** y compris boissons et tabacs

Sources : BCEAO - ANSD

Les importations de marchandises se sont établies à 2.501,4 milliards en 2008 contre 1.987,5 milliards en 2007, soit une hausse de 20,8% liée à l'accroissement des principales catégories de produits d'importation.

La facture de produits alimentaires importés s'est établie à 686,3 milliards en 2008, en hausse de 212,7 milliards par rapport à 2007. Cette évolution est due notamment à l'accroissement des approvisionnements en riz (+156,7 milliards), blé (+4,0 milliards), lait (+10,7 milliards) et autres produits alimentaires² (+50,4 milliards), partiellement atténué par la baisse des importations de sucre (-9,1 milliards). Les autres produits alimentaires sont essentiellement constitués d'animaux

²Les produits alimentaires ont été ajustés des données du commerce informel obtenues sur la base des travaux de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA

vivants³ (30,7 milliards), de viandes et poissons (4,5 milliards), de fruits, légumes et agrumes (37,9 milliards), de préparations alimentaires (82,7 milliards) et de divers autres produits destinés à la consommation (farine, huile et autres graines de céréales).

Les acquisitions de produits pétroliers ont, pour leur part, progressé de 19,4%. Les importations de pétrole brut se sont établies à 338,0 milliards en 2008 contre 230,6 milliards en 2007, soit une progression de 46,6% alors que les importations de produits raffinés se sont stabilisées à 323,2 milliards.

Les importations de biens intermédiaires se sont accrues de 46,0 milliards en 2008, tandis que celles de biens d'équipement ont progressé de 135,3 milliards. Les achats à l'extérieur des « autres biens » (produits pharmaceutiques, boissons et tabacs, produits textiles et autres articles manufacturés, ...) ont également augmenté de 77,0 milliards, s'établissant à 344,4 milliards en 2008 contre 267,4 milliards en 2007.

En pourcentage du PIB, les importations de produits alimentaires et de produits pétroliers ont augmenté, se situant à 22,7% en 2008 contre 19,0% en 2007.

Tableau I.11. Evolution des importations de produits pétroliers
et de produits alimentaires en pourcentage du PIB

(en millions de FCFA)

PRODUITS	2004	2005	2006	2007	2008
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (données ajustées)	605.859	771.737	808.959	1.027.394	1.347.519
PIB	4.242.837	4.582.285	4.893.188	5.407.544	5.933.519
Importations de produits alimentaires et de produits pétroliers / PIB en % (données ajustées)	14,4	16,8	16,5	19,0	22,7

Sources : BCEAO – ANSD - DPEE

Les importations de produits alimentaires et énergétiques ont augmenté de 605,9 milliards en 2004 à 1.347,5 milliards en 2008. A cet égard, la progression des importations de produits pétroliers et alimentaires (31,2%) entre 2008 et 2007 s'est nettement inscrite au-dessus de la tendance moyenne observée sur la période 2004-2007 (19,3%).

Cette évolution notée en 2008 résulte d'un accroissement combiné des volumes importés (7,5%) et des prix (22,0%) des produits alimentaires et énergétiques. La hausse des quantités importées est principalement liée à celle du riz et des produits pétroliers. En revanche, les quantités acquises de blé, sucre, lait et autres produits alimentaires se sont inscrites en baisse. Pour leur part, les prix ont été tous maintenus en hausse.

³Donnée communiquée par le Mali dans le cadre des travaux de la cellule sous-régionale de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA

ENCADRE 1 : EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET ENERGETIQUES

Les prix des produits de base ont atteint en 2008 des niveaux jusque là inégalés. La tendance à la hausse généralisée des prix des produits alimentaires et énergétiques, intervenue dans la seconde moitié de l'année 2007, s'est poursuivie et accentuée en 2008. Cette situation découle de la fragilité des fondamentaux des marchés des produits de base marqués par des équilibres précaires entre l'offre et la demande (aggravés en 2008 par des perturbations climatiques à l'échelle mondiale et la production intensive de biocarburants).

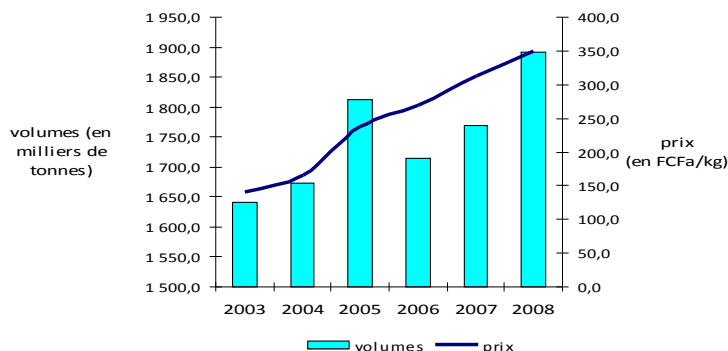
Les prix des produits énergétiques ont progressé de 11,6% en 2008 alors que la hausse des quantités importées s'est établie à 7,0%. Sur la période 2004-2008, les prix ont augmenté au rythme annuel moyen de 20,4% contre 3,1% pour les quantités. L'alourdissement de la facture pétrolière est ainsi principalement liée à la hausse des cours.

Les prix du riz importé ont enregistré une hausse spectaculaire en 2008 (72,7%). Cette forte progression des prix n'a toutefois pas entraîné une contraction des quantités acquises de ce produit. En effet, les volumes importés ont augmenté de 27,0% contre une évolution annuelle moyenne en repli de 3,3% sur la période 2004-2007.

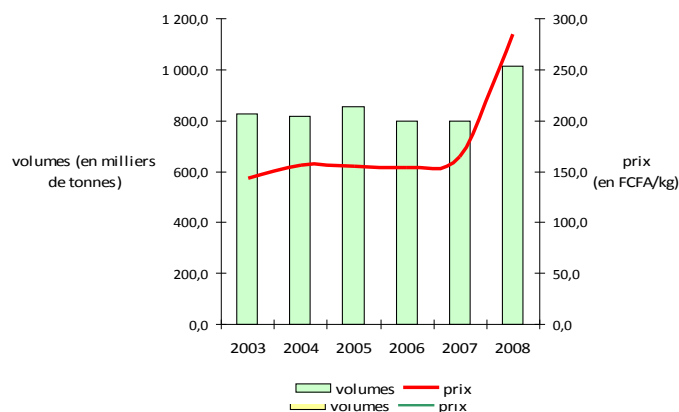
Concernant les autres produits alimentaires importés (blé, sucre, lait et divers autres produits alimentaires), la hausse des cours

d'acquisition en 2008 (+24,8%) s'est accompagnée d'un repli des volumes importés (+6,7%).

Graphique 4 : Evolution des volumes et prix des importations de produits pétroliers



Graphique 5 : Evolution des volumes et des prix des importations de riz



Sources : BCEAO - ANSD

Les principaux fournisseurs du Sénégal

La part de l'Union européenne, principal partenaire du Sénégal, dans l'approvisionnement du marché sénégalais s'est contractée de 45,4% en 2007 à 39,8% en 2008. Cette évolution s'est faite au profit des importations en provenance des pays d'Afrique et d'Asie, essentiellement le Nigeria, le Mali, la Chine, la Thaïlande, le Japon et les autres fournisseurs. La France reste

toutefois le premier fournisseur du Sénégal avec 17,2% de part de marché contre 24,1% en 2007.

La part de l'Asie dans les importations du Sénégal a progressé de 21,2% en 2007 à 23,4% en 2008. Les achats provenant notamment de la Chine (6,0%), de la Thaïlande (6,8%), du Japon (2,1%) et de l'Inde (2,1%) sont constitués pour l'essentiel de riz, de produits pharmaceutiques et de produits électroniques.

La part du continent africain a augmenté de 18,0% en 2007 à 21,7% en 2008. Sur le continent, les principaux pays fournisseurs du Sénégal demeurent le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Mali avec respectivement 11,8%, 3,5% et 1,7% des importations globales en 2008 contre 9,3%, 4,6% et 1,4% en 2007. L'accroissement de la part du Nigeria dans les importations totales est essentiellement lié à la hausse des importations de pétrole brut destinées aux opérations de raffinage de la SAR. Les importations en provenance de l'UEMOA, représentant 7,1% des importations totales, sont évaluées à 202,8 milliards en 2008 contre 176,4 milliards en 2007.

Le continent américain a vu sa part dans les acquisitions du Sénégal à l'extérieur baisser de 10,2% en 2007 à 9,7% en 2008, malgré une progression de leur valeur de 19,4%. Les importations en provenance des Etats-Unis, sont passées de 52,0 milliards en 2007 à 56,9 milliards en 2008.

Tableau I.12. Orientation géographique des importations
(en millions de FCFA)

	2005		2006		2007		2008	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	1.723.944	100	1.891.003	100,02	2 264 126,0	100,0	2 842 496	100
Union Européenne	779.223	45,2	979.540	51,81	1 028 973,7	45,4	1 131 313	39,8
- dont France	393.059	22,8	459.514	24,3	546 107,2	24,1	488 909	17,2
Etats-Unis	70.682	4,1	60.512	3,2	51 959,4	2,3	56 850	2,0
Japon	31.031	1,8	52.948	2,8	40 645,3	1,8	58 555	2,1
Inde	46.546	2,7	56.730	3,0	82 837,5	3,7	59 692	2,1
Thaïlande	74.130	4,3	75.640	4,0	120 903,8	5,3	193 290	6,8
Chine	64.500	3,7	81.313	4,3	136 733,1	6,0	169 936	6,0
CEDEAO	258.592	15,0	183.898	9,7	387 697,8	17,1	549 555	19,4
UEMOA	51.718	3,0	121.018	6,4	176 393,1	7,8	202 770	7,1
Bénin	297	0,0	12.293	0,7	1 670,1	0,1	25 193	0,9
Burkina faso	50	0,0	1.578	0,1	3 378,4	0,1	4 986	0,2
Côte d'Ivoire	49.513	2,9	65.224	3,4	103 774,1	4,6	100 088	3,5
Guinée-Bissau	-	0,0	9.775	0,5	15 062,2	0,7	11 162	0,4
Mali	133	0,0	28.713	1,5	32 224,5	1,4	48 914	1,7
Niger	1	0,0	37	0,0	1 269,6	0,1	1 981	0,1
Togo	1.724	0,1	3.397	0,2	19 014,1	0,8	10 446	0,4
AUTRES Etats CEDEAO	206.873	12	62.547	3,3	211 304,7	9,3	346 785	12,2
Dont Nigeria	196.530	11,4	61.325	3,2	209 655,3	9,3	335.415	11,8
Gambie	934	0,1	10	0,0	121,5	0,0	853	0,0
R. Guinée	1.724	0,1	1.210	0,1	1 527,8	0,1	2 842	0,1
Mauritanie	792	0,0	296	0,0	181,2	0,0	568	0,0
Autres fournisseurs	398.448	26,9	400.459	21,8	414 194,2	19,1	622 736	21,9
Continent américain	201.701	11,7	208.010	11,0	231 005,2	10,2	275 722	9,7
Continent asiatique	306.862	17,8	340.381	18,0	480 811,1	21,2	665 144	23,4
Continent africain	365.476	21,2	283.650	15,0	406 985,8	18,0	616 822	21,7
Continent européen	846.457	49,1	1.049.507	55,51	1 135 379,8	50,1	1 270 596	44,7
Divers	3.448	0,2	9.455	0,5	9 944,1	0,4	14 212	0,5

Source : ANSD / MEF – Commerce général (données ajustées – BCEAO).

I – 2 - EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

Le solde de la balance des services s'est dégradé de 36 milliards, affichant un déficit de 54,1 milliards en 2008 contre 18,1 milliards en 2007. Cette détérioration est attribuable à la hausse des paiements au titre du fret, en liaison avec l'accroissement des importations et des autres services notamment les assurances.

1-2-1 Les transports

Composé du transport de passagers et de marchandises ainsi que de diverses autres activités connexes au transport, le poste « Transport » s'est détérioré en 2008, ressortant à -279,3 milliards, contre -223,0 milliards une année auparavant. Cette évolution est due notamment aux dépenses d'expéditions de marchandises qui se sont alourdies, en liaison avec l'augmentation des importations.

Le poste « Transports de passagers » s'est inscrit en amélioration, en ressortant à -2,9 milliards en 2008 contre -3,6 milliards en 2007. En revanche, les « autres activités connexes » se sont repliées pour se situer à -8,0 milliards en 2008, contre -7,2 milliards l'année précédente.

Tableau I.13. Evolution des transports
(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008
Passagers	-3.343	6.611	-2.934	-3.582	-2.950
Fret (net)	-141.169	-159.060	-177.471	-212.159	-268.325
Autres	-5.403	-10.848	-6.753	-7.228	-8.030
Solde	-149.915	-163.297	-187.158	-222.969	-279.305
IMPORTATIONS CAF	1.487.999	1.723.944	1.891.003	2.264.126	2.842.496
FRET*/IMPORTATIONS CAF en %	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0

*paiement de fret (débit)

Sources : BCEAO

1-2-2 Les voyages

L'excédent du poste « Voyages » est passé de 133,6 milliards en 2007 à 164,7 milliards en 2008, soit une hausse de 23,3%. Conformément à la méthode de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), les recettes et dépenses touristiques ont été évaluées sur la base des entrées et sorties recensées au niveau des postes de frontière. Sur cette base, les recettes ont été estimées à 243,2 milliards et les dépenses des touristes sénégalais à l'extérieur à 78,5 milliards.

Tableau I.14. Evolution des voyages
(en millions de FCFA)

Année		2004	2005	2006	2007	2008
Voyages		81.606	93.733	102.697	133.560	164.696
- à titre professionnel	Crédit	46.643	51.552	51.106	66.697	48.055
	Débit	4.386	6.698	5.460	60.399	36.455
- à titre personnel	Crédit	65.084	79.310	79.771	187.935	195.175
	Débit	25.735	27.431	22.720	60.673	42.079

Sources : BCEAO – Ministère de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le secteur privé et le secteur informel (MATRSPSI)

ENCADRE 2 : EVALUATION DES STATISTIQUES DU POSTE VOYAGE

Le recensement au niveau des postes de frontière a révélé une entrée de 918.900 touristes en 2008. Les recettes ont été évaluées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement. Les données sur la dépense journalière et la durée de séjour sont tirées de l'exploitation d'une enquête réalisée par le Ministère des Sénégalais de l'Extérieur et du Tourisme en 2002.

	Hôtels	Auberge +Campements +Résidences	Parents et amis	Autres postes frontière	croisiéristes	AUTRES	TOTAL
Arrivée de Touristes	250 176	7 735	177 616	495 654	3 777	21 301	918 900
durée moyenne	3,7	3,7	11,13	11,76	3,7	11,13	10,06
dépense moyenne	51 915	22 687	17 237	28 686	22 905	22 905	32 589
Estimation des recettes*	48 055	649	34 087	154 657	320	5 432	243 202

*en millions de FCFA

Sources : BCEAO - MATRSPSI

Les dépenses touristiques ont été calculées selon la même méthode. A cet égard, une matrice de la dépense journalière par zone géographique et selon le motif du voyage a été estimée.

en francs CFA par jour	Europe et Amérique du Nord	Afrique	Asie et Moyen- Orient
Sorties par air			
Loisir	22 687	17 237	19 962
Affaires	69 044	51 915	60 480
Autres	45 866	34 576	40 221
Sorties par terre		8 619	

Source : BCEAO

Sur la base des recensements au niveau de l'aéroport et d'une estimation des sorties au niveau des autres postes de frontière, le tourisme émetteur a totalisé un nombre de 227.478. Par ailleurs, un sondage effectué auprès d'un échantillon d'agences de voyage a permis de compléter les données sur la durée moyenne de séjour, le motif du voyage et la destination.

En ce qui concerne les voyageurs utilisant le mode aérien, les principales destinations sont l'Europe et l'Amérique du Nord (50,8%), l'Asie et le Moyen-Orient (28,4%) et l'Afrique (20,8%). Ces voyages ont essentiellement pour motif les affaires (51,8%), le loisir (29,5%), l'éducation et la santé (18,7%). La durée moyenne de séjour varie essentiellement en fonction du motif du voyage.

en Millions de FCFA	Europe et Amérique du Nord	Afrique	Asie et Moyen-Orient	TOTAL
Loisir	6 043	877	1 389	8 309
Affaires	21 567	6 638	10 572	38 777
Autres	10 843	3 346	5 321	19 510
TOTAL AIR (I)	38 454	10 861	17 281	66 596
TOTAL TERRE (II)	0	11 882	0	11 882
TOTAL (I)+(II)	38 454	22 743	17 281	78 478

Source : BCEAO

1-2-3 Les autres services

L'excédent des autres services s'est replié de 10,8 milliards, passant de 71,3 milliards en 2007 à 60,5 milliards en 2008, suite à la dégradation du déficit des services d'assurance et au repli de l'excédent des services de communication. En revanche, les services de BTP, les services fournis ou reçus par les administrations et les autres services aux entreprises se sont inscrits en hausse au cours de la période sous revue.

Tableau I.15. Evolution des autres services
(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008
Autres services	53.520	53.286	65.960	71.337	60.553
- Services BTP	37.995	35.583	8.130	8.124	8.971
- Services d'assurances	-32.766	-35.650	-32.296	-39.690	-54.151
<i>dont assurances sur marchandises</i>	<i>-29.760</i>	<i>-34.480</i>	<i>-37.559</i>	<i>-45.283</i>	<i>-56.849</i>
- Services fournis ou reçus par les administrations	29.075	30.643	29.959	34.454	38.664
- Services de communication	34.776	35.457	54.306	60.216	58.071
- Autres Services aux entreprises	-15.560	-12.747	5.861	8.233	8.978

Source : BCEAO

Les services de communication offerts à des non-résidents sont globalement évalués à 88,2 milliards en 2008 contre 87,3 milliards en 2007. En revanche, les paiements au titre des services de communications progressent de 27,1 milliards en 2007 à 30,2 milliards en 2008.

Les services fournis et reçus par les administrations sont subdivisés en services reçus ou fournis par les « Ambassades et Consulats », les « Unités et organismes militaires » et les « Autres ». Le solde des services fournis et reçus par les Ambassades et Consulats est passé de 14,4 milliards en 2007 à 14,8 milliards en 2008. Le solde des « Autres services » fournis principalement par le Port Autonome de Dakar ou acquis par des Institutions internationales a, pour sa part, atteint 23,9 milliards en 2008 contre 20,1 milliards en 2007.

Les autres services aux entreprises ont progressé de 8,2 milliards en 2007 à 9,0 milliards en 2008 du fait essentiellement des « Divers services aux entreprises », notamment les services offerts par les compagnies de consignation et de transit ainsi que les services de conseil et de publicité.

I – 3 – EVOLUTION DES REVENUS

Le déficit des revenus s'est amélioré de 14,0 milliards, s'établissant à -21,4 milliards en 2008 contre -35,4 milliards en 2007. Cette évolution est imputable notamment à l'amélioration de 10,8 milliards des revenus des investissements dont le déficit passe de 69,7 milliards en 2007 à 59,0 milliards en 2008.

1-3-1 Revenus du travail

Les revenus nets du travail, structurellement excédentaires, ont progressé de 34,3 milliards en 2007 à 37,6 milliards en 2008. Toutefois, la part des entrées au titre des revenus du travail dans les revenus nets totaux perçus au profit de l'économie sénégalaise affiche une baisse, s'établissant à 33,6% contre 42,2% une année auparavant.

1-3-2 Revenus des investissements

Le solde des revenus d'investissements s'est amélioré de 10,8 milliards, se situant à -59,0 milliards en 2008 contre -69,7 milliards en 2007. Cette évolution est exclusivement imputable à celle des revenus des investissements directs. En revanche, les revenus des investissements de portefeuille et, dans une moindre mesure, les revenus des autres investissements, se sont détériorés.

Les revenus nets des investissements directs se sont améliorés de 18,1 milliards, s'établissant à -8,9 milliards en 2008 contre -27,6 milliards en 2007 du fait notamment des sorties nettes au titre des dividendes et bénéfices distribués moins importantes, soit -8,7 milliards en 2008 contre -30,7 milliards en 2007. Cette situation est essentiellement due à des entrées importantes de bénéfices et dividendes au profit du secteur des télécommunications (55,0 milliards). Les paiements de dividendes ont, pour leur part, augmenté de 16,7 milliards, atteignant 64,0 milliards en 2008, après 47,3 milliards en 2007, sous l'impulsion du secteur des télécommunications.

Le déficit des revenus des investissements nets de portefeuille a augmenté de 32,1 milliards en 2007 à 39,4 milliards en 2008 du fait du revenu des titres de participation et des titres de créances qui passent respectivement de -27,7 milliards en 2007 à -30,3 milliards en 2008 et de -4,3 milliards en 2007 à -9,1 milliards en 2008.

Le revenu net des autres investissements s'est légèrement détérioré, le déficit enregistré s'est inscrit en hausse de 10,7 milliards en 2008 contre 10,0 milliards en 2007, à la faveur de la hausse des charges d'intérêts sur la dette publique extérieure qui sont passées de 13,8 milliards en 2007 à 14,5 milliards en 2008, du fait de la hausse des engagements de l'Etat envers ses créanciers étrangers. En revanche, la part des intérêts sur la dette publique extérieure (hors intérêts sur obligations et autres titres d'emprunt) dans le total des revenus d'investissements s'est inscrite en baisse, ressortant à 10,0% en 2008 contre 11,0% en 2007.

Tableau I.16. Evolution des revenus du travail

(en millions de FCFA)

	2004			2005			2006			2007			2008		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
Total des revenus	82.813	151.857	-69.044	109.136	156.931	-47.795	91.683	124.854	-33.171	96.616	132.004	-35.388	130.140	151.588	-21.448
Dont Revenus du travail	36.828	5 436	31.392	37.895	5.607	32.288	39.043	5.173	33.870	40.779	6.461	34.318	43.757	6.156	37.601
Revenus du travail / Total des revenus en %	44,5			34,7			42,6			42,2			33,6		

Sources : BCEAO

Tableau I.17. Evolution des revenus des investissements

(en millions de FCFA)

	2004			2005			2006			2007			2008		
	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S	C	D	S
Total des revenus des investissements	45.985	146.421	-100.436	71.241	151.324	-80.083	52.640	119.681	-67.041	55.837	125.543	-69.706	86.383	145.257	-58.874
. Revenus des investissements directs	35.490	68.222	-32.732	59.014	91.231	-32.217	38.040	64.775	-26.735	40.032	67.674	-27.642	70.680	79.606	-8.926
. Investissements de portefeuille	4.466	25.481	-21.015	6.482	22.975	-16.493	6.078	28.577	-22.499	5.662	37.730	-32.068	5.113	44.540	-39.427
. Autres investissements dont Intérêts sur la dette extérieure publique directe	6.029	52.718	-46.689	5.745	37.118	-31.373	8.522	26.329	-17.807	10.143	20.139	-9.996	10.590	21.111	-10.696
	-	47.318	-47.318	-	30.046	-30.046	-	22.601	-22.601		13.789	-13.789		14.539	-14.539
Intérêts sur la dette extérieure / Total des revenus des investissements (en %)		32,3			19,9			18,9			11,0			10,0	

I - 4 – EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

L'excédent des transferts courants, arrêté à 754,3 milliards en 2008, a augmenté de 136,3 milliards comparativement à son niveau de 618,0 milliards enregistré en 2007.

Tableau I.18. Evolution des transferts courants
(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008
Transferts courants des Adm. Publ.	64.269	56.795	28.166	52.006	32.514
Transferts courants des Autres secteurs	269.609	340.789	409.300	566.016	721.841
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>262.371</i>	<i>332.233</i>	<i>399.517</i>	<i>468.218</i>	<i>558.880</i>
Total des transferts courants	333.878	397.584	437.466	618.022	754.355

Source : BCEAO

Cette évolution reflète exclusivement une hausse des transferts nets au profit des autres secteurs. Ces derniers ont augmenté de 566,0 milliards en 2007 à 721,8 milliards en 2008, singulièrement sous la poussée des transferts nets de revenus des émigrés⁴, sous forme d'aide scolaire et de secours familial, évalués selon l'enquête effectuée auprès du secteur bancaire à 558,9 milliards en 2008 contre 468,2 milliards en 2007. En revanche, les dons et autres concours officiels se sont contractés de 19,5 milliards, ressortant à 32,5 milliards en 2008 contre 52,0 milliard l'année précédente.

Ces transferts officiels couvrent notamment des appuis budgétaires bilatéraux provenant des des Pays-Bas (14,1 milliards), du Canada (9,3 milliards), d'Abu Dhabi (4,3 milliards) et de la France (2,6 milliards) ainsi que les aides budgétaires accordées par l'ONU (19,5 milliards), l'Union Européenne (3,9 milliards) et les Institutions communautaires (3,3 milliards).

II – EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital, les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

II - 1 – EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts de capital et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits. En 2008, l'excédent du compte de capital est évalué à 107,7 milliards contre 159,4 milliards en 2007.

⁴La forte progression des transferts des migrants en 2008 pourrait être liée à la baisse des revenus réels des ménages résidents suite à la hausse des prix à la consommation, incitant leurs parents et amis non-résidents à accroître les transferts destinés au secours familial

2-1-1 Evolution de la balance des transferts de capital

L'excédent des transferts de capital est passé de 95,2 milliards en 2007 à 107,8 milliards en 2008. Hors remises de dettes, les transferts de capital sont évalués à 105,8 milliards en 2008, contre 93,0 milliards en 2007.

En ce qui concerne les dons projets, ils sont passés de 85,7 milliards en 2007 à 97,9 milliards en 2008. Au cours de l'année 2008, le Sénégal a mobilisé des subventions auprès du FED (35,9 milliards), de l'USAID (22,9 milliards), de la France (8,0 milliards), du Japon (7,0 milliards), du Luxembourg (2,8 milliards), de l'Allemagne (2,1 milliards) et de divers bailleurs (18,3 milliards).

Les transferts de capital des autres secteurs ont progressé de 7,3 milliards en 2007 à 7,9 milliards en 2008.

Tableau II.1. Evolution des transferts de capital
(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008
Transferts de capital des APU	392.013	99.963	1.193.354	87.869	99.865
Remises de dettes	322.113	36.598	1.114.900	2.133	1.993'
Autres transferts	69.900	63.365	78.454	85.736	97.872
Transferts de capital des autres secteurs	4.425	5.672	6.504	7.294	7.942'
Total des Transferts de capital	396.438	105.635	1.199.858	95.163	107.807
Transferts de capital (hors remises de dettes)	74.325	69.037	84.958	93.030	105.810

Source : BCEAO

2-1-2 Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits

Ce poste enregistre des transactions relatives aux actifs corporels utiles ou indispensables pour la production de biens et de services, mais qui n'ont pas été produits eux-mêmes (terre, ressources du sous-sol, etc.) et aux actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, licences, marques commerciales, etc.).

Un faible montant, soit une valeur de 578 millions de FCFA en 2008, a été enregistré au titre des acquisitions d'actifs non financiers non produits.

II - 2 – EVOLUTION DU COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

2-2-1 Evolution des opérations financières (présentées dans l'optique des composantes standard)

Etabli à 463,8 milliards en 2007, l'excédent du compte d'opérations financières est passé à 732,3 milliards en 2008 suite à la hausse des « autres investissements » (investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille).

Tableau II.2. Evolution du compte d'opérations financières
(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008
- Investissements directs	33.792	27.592	110.031	130.707	121.520
- Investissements de portefeuille	-24.685	-2.331	-2.299	22.984	36.548
- Autres investissements	-61.641	229.371	-862.952	383.841	600.855
<i>Hors allègements de dettes</i>	<i>260.472</i>	<i>265.969</i>	<i>251.948</i>	<i>385.974</i>	<i>602.849</i>
- Avoirs de réserve	-81.692	-6.711	2.497	-73.729	-26.654
Total des opérations financières	-134.226	247.921	-752.723	463.803	732.269
<i>Hors allègements de dettes</i>	<i>187.887</i>	<i>284.519</i>	<i>362.177</i>	<i>465.936</i>	<i>734.260</i>

Source : BCEAO

Les investissements directs nets sont passés de 130,7 milliards en 2007 à 121,5 milliards en 2008, soit une baisse de 9,2 milliards imputable à la détérioration du solde des investissements des résidents à l'étranger⁵ (-56,5 milliards) en 2008 contre (-11,8 milliards) en 2007, atténuée par la hausse des investissements directs de non résidents au profit de l'économie sénégalaise (178,1 milliards en 2008 contre 142,5 milliards l'année précédente).

Le solde des investissements de portefeuille est passé d'un excédent de 23,0 milliards en 2007 à 36,5 milliards en 2008, à la suite, essentiellement, du remboursement de titres détenus par le secteur bancaire national et de la hausse des engagements (émission obligations et autres titres d'emprunt) des autres secteurs (56,1 milliards 2008 contre 1,6 milliards en 2007).

Les autres investissements nets sont évalués à 600,8 milliards en 2008 contre 383,8 milliards en 2007. Cette évolution est due notamment à l'accroissement, au titre des engagements, des prêts nets accordés à des résidents qui ont atteint 373,1 milliards en 2008 contre 201,9 milliards l'année précédente. Ainsi, l'Etat a pu mobiliser, en 2008, d'importantes ressources, évaluées à 248,5 milliards (contre 142,1 milliards en 2007) dont 141,0 milliards auprès de partenaires multilatéraux (IDA, FAD, BID, FKDEA) et 107,5 milliards auprès de créanciers bilatéraux dont la France (69,6 milliards) et Chine (20,8 milliards).

Les détails du financement exceptionnel, inclus dans les autres investissements, figurent dans les renseignements complémentaires fournis en annexe.

S'agissant des avoirs de réserve de la Banque Centrale, ils se sont améliorés de 26,7 milliards en 2008 après avoir enregistré une hausse de 73,7 milliards en 2007.

⁵Les transferts de résidents aux fins d'acquisition immobilière à l'étranger, recensés dans le cadre des enquêtes annuelles sur les transferts de fonds, ont été inclus dans les investissements de l'économie à l'étranger et ceux des non-résidents ont été intégrés dans les investissements de l'étranger dans l'économie

2-2-2 Evolution des opérations financières recalculées dans l'optique de présentation habituelle de la BCEAO

2-2-2-1 Evolution des opérations financières

Le solde des opérations financières, établi selon l'optique de présentation traditionnelle de la BCEAO, qui distingue les capitaux non monétaires des capitaux monétaires ou mouvements d'avoirs extérieurs nets du système bancaire, s'établit à 643,9 milliards en 2008, contre 534,6 milliards en 2007.

Tableau II.3. Evolution des opérations financières (selon l'optique habituelle de la BCEAO)
en millions de FCFA

	2004	2005	2006	2007	2008
- Investissements directs	33.792	27.592	110.031	130.707	121.520
- Investissements de portefeuille	-14.712	14.418	-3.383	28.775	21.105
- Autres investissements*	-46.893	191.848	-760.322	375.077	501.238
Total des opérations Financières	-27.813	233.858	-653.674	534.559	643.860

* non compris les avoirs et les engagements du système monétaire

Source : BCEAO

En tenant compte du solde courant et de l'ensemble des capitaux non monétaires et des erreurs et omissions nettes, la balance des paiements dégage en définitive un déficit de -88,4 milliards en 2008, contre un solde excédentaire de 70,8 milliards en 2007.

2-2-2-2 Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale et des banques de dépôts : le solde monétaire

En 2008, l'incidence des transactions extérieures sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire s'est traduite par une amélioration des avoirs extérieurs nets de la BCEAO et une dégradation de la position extérieure des banques de dépôts.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont en effet améliorés de 9,3 milliards alors que ceux des banques commerciales se sont détériorés de 97,7 milliards.

Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 644,3 milliards en 2007 à 653,1 milliards en 2008 soit, compte non tenu des contreparties de réévaluation, une amélioration de 9,3 milliards résultant d'une hausse des avoirs de 26,7 milliards atténuée par un accroissement des engagements de 17,4 milliards.

Les avoirs extérieurs bruts sont passés de 735,0 milliards en 2007 à 761,7 milliards en 2008, traduisant une hausse de la position créditrice du Sénégal au compte des disponibilités extérieures de la Banque Centrale (13,8 milliards), de la position de réserve (11,5 milliards) et des avoirs en devises (1,2 milliard). Pour leur part, les engagements extérieurs de la Banque Centrale ont progressé de 72,6 milliards à 89,9 milliards, soit une hausse de 17,3 milliards.

En définitive, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels (+10,5 milliards) la contrepartie de la réévaluation des engagements à l'égard du FMI, soit 1,2 milliard, l'amélioration de la position extérieure de la Banque Centrale liée à des transactions réelles ressort à 9,3 milliards en 2008.

Tableau II.4. Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale
(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	VARIATION 2008/2007
AVOIRS	658.924,0	663.776,5	661.279,3	735.008,1	761.669,1	26.661,0
. Position de réserve	1.220,2	5.548,9	-2.066,7	-3.766,0	7.719,1	11.485,1
. DTS détenus	3.750,6	765,1	27,9	52,4	83,4	31
. Avoirs en devises	997,7	812,2	1.529,7	1.148,0	2.364,6	1.216,6
Pos.Créd.Dispon.Ext	652.955,5	656.652,3	661.788,4	737.573,7	751.502,0	13.928,3
ENGAGEMENTS	168.857,3	160.223,2	72.925,3	72.561,1	89.922,1	17.361,0
. Recours au crédit du Fonds	104.802,7	82.486,6	12.985,2	12.202,8	30.200,7	17.997,9
. Banques et Institutions	49.140,0	61.991,9	55.641,2	56.393,4	53.495,2	-2.898,2'
étrangères						
. Engagements en monnaies	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0'	0,0'
étrangères						
. Autres dépôts étrangers	6.123,9	13.989,8	3.373,6	4.655,5	6.276,6'	1.621,1
. Transferts à exécuter	8.215,9	1.239,1	1.625,1	19,9	851,3'	831,4
. Ajustements (encaisses	574,8	515,9	-699,6	-710,3	-901,7	-191,4
détenues par des non-résidents)						
AVOIRS NETS	490.066,7	503.553,3	588.354,0	662.447,0	671.747,0	9.300,0'
Contrepartie de réévaluation	2.305,8	231	971,7	228,0	1201,1	

Source : BCEAO

Evolution des avoirs et engagements extérieurs des
banques de dépôts et autres institutions monétaires

La position extérieure nette des banques de dépôts s'est détériorée de 97,7 milliards, sous l'effet d'une hausse des engagements (+53,3 milliards) couplée à une diminution des avoirs extérieurs bruts (44,4 milliards).

Tableau II.5. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des
banques de dépôts et autres institutions monétaires

- Evolution des avoirs extérieurs nets globaux

(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008	variation 2008/2007
AVOIRS	295.625	296.567	363.284	371.673	327.234	-44.439
. Banques	295.625	296.567	363.284	371.673	327.234	-44.439
. Autres institutions monétaires						
ENGAGEMENTS	221.181	251.281	303.084	314.810	368.077	53.267
. Banques	221.181	251.281	303.084	314.810	368.077	53.267
. Autres institutions monétaires						
Position monétaire extérieure	74.444	45.286	60.200	56.863	-40.843	-97.706

Source : BCEAO

Le tableau ci-après retrace l'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets globaux :

Tableau II.6. Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008
1. VARIATIONS DES AEN DES BANQUES ET AUTRES INSTITUTIONS MONETAIRES	-10.523	-29.158	15.220	-3.337	-97.706
. (Variation globale)	-10.523	-29.429	15.220	-3.337	-97.706
. (Contrepartie des réévaluations)	-	-	-	-	-
2. VARIATION DES AEN DE LA BANQUE CENTRALE	116.936	15.095	83.829	74.093	9.300
. (Variation globale)	119.242	15.326	84.800,7	74.321	10.500
. (Contrepartie des réévaluations)	-2.306	-231	-971,7	-228	-1.201
SOLDE GLOBAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (1+2)	106.413	-14.063	99.049	70.756	-88.406

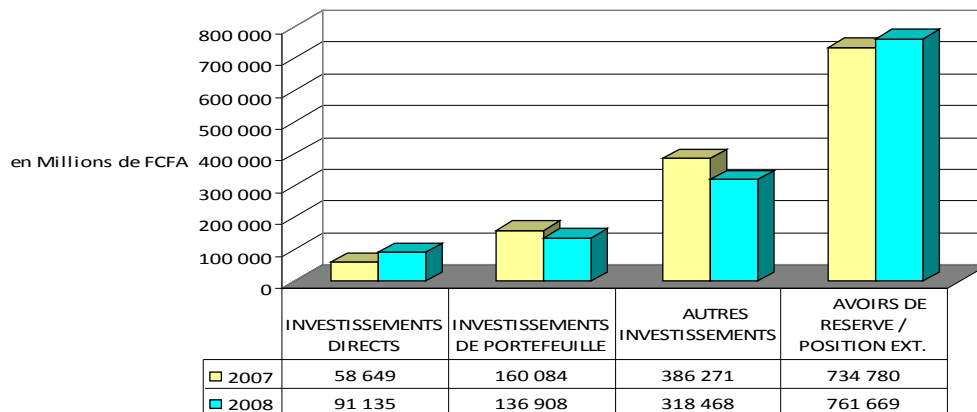
III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale du Sénégal (PEG) s'est dégradée en 2008, s'établissant à -2.089,0 milliards contre -1.331,8 milliards en 2007. Ce repli résulte d'une hausse des engagements extérieurs plus importante que celle des avoirs.

En effet, les engagements extérieurs sont passés de 2.671,5 milliards en 2007 à 3.396,4 milliards en 2008, à la faveur d'un accroissement de tous les postes et, plus particulièrement, des investissements directs étrangers et des autres investissements. Ainsi, le stock d'investissements directs au Sénégal a augmenté de 373,7 milliards à 551,7 milliards, entre 2007 et 2008, tandis que celui des investissements de portefeuille passe de 165,1 milliards en 2007 à 178,5 milliards en 2008. Pour leur part, les autres investissements s'établissent à 2.666,2 milliards en 2008, contre 2.132,7 milliards en 2007, suite essentiellement à une hausse des prêts de 1.321,7 milliards à 1.694,7 milliards.

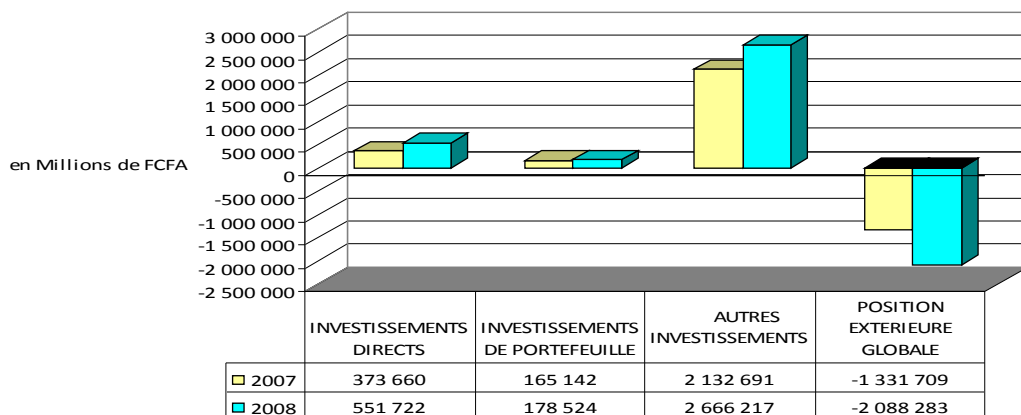
S'agissant des avoirs détenus à l'étranger, ils se sont inscrits en retrait, passant de 1.339,7 milliards en 2007 à 1.307,5 milliards en 2008, du fait principalement des investissements de portefeuille (-23,2 milliards) et des autres investissements (-67,8 milliards). En revanche, les investissements directs et les avoirs de réserve se sont inscrits en hausse, respectivement de 31,8 milliards et 26,9 milliards.

Graphique 7 : Niveau des stocks d'avoirs en 2007 et 2008



Source : BCEAO

Graphique 8 : Niveau des stocks d'engagement et de la PEG en 2007 et 2008



Source : BCEAO

IV - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES REQUIS SUR CERTAINS POSTES

LE FINANCEMENT EXCEPTIONNEL

Le financement exceptionnel, inclus dans les postes retraçant les transferts de capital (remise de dettes) et les autres investissements (rééchelonnements, arriérés...) en application des instructions de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements, est retracé ci-dessous pour mémoire.

Tableau IV.1. Evolution du financement exceptionnel

(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	2007	2008
I – Transferts	45.500	30.300	38.760	2.134	1.994
- Remises de dettes	45.500	30.300	38.760	2.134	1.994
II – Autres investissements -	46.200	33.020	3.500		
Engagements					
1. Economies sur rééchelonnement	31.600	33.020	3.400		
Dont					
- principal	27.600	29.340	3.200		
- intérêts	4.000	3.680	.200		
2. Club de Paris différé « post-cut-off-date »	14.600				
3. Différé de paiement					
4. Variation des arriérés					
I + II (Total financement exceptionnel)	91.700	63.320	42.160	2.134	1.994

Sources : BCEAO - DDI

CONCLUSION

Les transactions économiques et financières entre le Sénégal et le reste du monde au cours de l'année 2008 se sont soldées par une amélioration des avoirs de réserves de 26,7 milliards contre 73,7 milliards en 2007. Selon l'optique de présentation traditionnelle de la BCEAO, le solde global en 2008 s'inscrit en déficit de 88,4 milliards contre un excédent de 70,8 milliards l'année précédente.

Le déficit du solde global de la balance des paiements (optique BCEAO) est attribuable à la détérioration du solde du compte courant, le compte de capital et d'opérations financières s'étant amélioré au cours de la période sous-revue. La dégradation du solde courant est essentiellement liée à une conjoncture internationale difficile marquée par la flambée des cours des matières premières importées. Ces chocs exogènes intervenus depuis la seconde moitié de l'année 2007 et qui se sont accentués pendant l'année sous-revue, ont porté le déficit courant à 14,2% du PIB en 2008 contre 11,6% un an auparavant. La répartition de ce déficit montre que le secteur privé a été particulièrement affecté par la hausse des prix sur les marchés internationaux. En effet, la contribution du secteur privé au déficit courant s'est établie à 7,9% contre 6,3% pour le secteur public.

Dans ce contexte global, le déficit des transactions courantes est ressorti en 2008 à 843,7 milliards contre 628,8 en 2007. Cette évolution résulte de la dégradation de la balance commerciale (-329,2 milliards) affectée par une hausse des importations (+514,9 milliards) plus importante que celle des exportations (+185,7 milliards) et, dans une moindre mesure, des services nets (-36,0 milliards). La mauvaise performance du solde commercial et des services nets a été atténuée par l'amélioration de l'excédent des transferts courants nets (+136,3 milliards) et des revenus nets (+14 milliards).

S'agissant du solde du compte de capital et d'opérations financières, il s'est inscrit en excédent de 839,5 milliards en 2008 contre 463,8 milliards en 2007, soit une hausse de 375,7 milliards attribuable essentiellement au recours accru aussi bien du secteur public que du secteur privé aux emprunts (469,8 milliards dont 248,5 pour le secteur public) et aux crédits commerciaux (132,9 milliards) ainsi qu'aux subventions (107,8 milliards).

Au total, malgré les importantes entrées de ressources financières, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire à -88,4 milliards en 2008 contre un excédent de 70,8 milliards en 2007. Ce déficit s'est traduit par une détérioration des avoirs extérieurs nets des banques de 97,7 milliards. En revanche, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont améliorés de 9,3 milliards.

Au niveau de la Position Extérieure Globale (PEG), la hausse des engagements des résidents vis-à-vis de l'étranger (+724,9 milliards), couplée au repli des avoirs (-31,6 milliards) a favorisé la détérioration de la PEG qui s'est établie à -2.089,0 milliards en 2008. Cette situation résulte de la progression des engagements, en particulier les autres investissements (+533,5 milliards) imputable essentiellement à la hausse des prêts (+373,0 milliards). Pour leur part, les avoirs extérieurs se sont repliés de 31,6 milliards, à la faveur d'une régression des investissements de portefeuille (23,2 milliards) et des autres investissements (67,8 milliards) insuffisamment compensée par la hausse des investissements directs (+32,9 milliards) et des avoirs de réserve (+26,9 milliards).

ANNEXES